



Solidaires Finances Publiques

VAL - DE - MARNE

Local syndical- Hôtel des Finances

1 Place du Général Billotte - 94040 CRÉTEIL Cedex

Tél. : 01-41-94-34-64 ; 01-43-99-65-48 ou 37-95

solidairesfinancespubliques.ddfip94@dgfip.finances.gouv.fr

Déclaration liminaire au CTL du 24 février 2014, 2^e convocation

Monsieur le président du CTL, Mesdames, Messieurs,

Nos collègues des syndicats CGT et FO ont décidé, à leur tour, de boycotter la présente instance.

Bien que celle-ci ne puisse se tenir, faute de quorum, nous avons choisi de venir afin de soutenir le renouveau du dialogue social annoncé... en espérant que, contrairement à vos engagements de juillet 2013, cette déclaration d'intention ne reste pas lettre morte.

Nous profitons également de la présente pour vous lire, à titre de déclaration liminaire, l'excellent édito paru dans notre journal national, L'Unité.

Cela vous permettra peut être de vous rendre compte de ce que certains qualifiaient de « fracture sociale ».

Nos adversaires ont un nom. Ils ont aussi un visage. Ils présentent leurs candidatures aux élections, ils trustent les emplois dans la haute fonction publique quand ils ne pantouflent pas dans les conseils d'administration de quelques entreprises du CAC 40 dirigées par leurs riches amis. Les uns et les autres sortent des mêmes grandes écoles, formatés aux mêmes moules. Ils appartiennent tous au même parti, dominateur et totalitariste, celui de l'argent roi et du pouvoir absolu. Ils sont du même monde, de la même caste, de la même classe, celle de l'oligarchie. Ils se renvoient mutuellement l'ascenseur laissant croupir dans l'escalier la classe majoritaire, la nôtre, celle du salariat, la classe ouvrière, formule présentée comme désuète comme pour mieux l'effacer, l'écraser, la rendre invisible et finalement l'aliéner. Nos adversaires, ce sont ceux-là même qui nous gouvernent et qui nous dirigent. Et pour chasser d'emblée, puisqu'elle est présente dans le paysage, la commode tentation de se tourner vers ceux qui, à l'extrême droite de l'échiquier politique postulent aux pouvoirs, nous affirmons qu'ils sont aussi du même monde, de la même caste, de la même classe, celle qui n'aura jamais de problème, celle qui ne sera jamais dans la merde. Tous nous affirment que l'intérêt général est leur seule boussole, alors qu'ils défendent en réalité leurs positions, leurs carrières, leurs rémunérations, leurs propres intérêts en somme, que trop nombreux encore d'entre nous, résignés sûrement, envieux peut-être, craintifs sans doute, participent à renforcer. La collusion entre les politiques, les affairistes et les banquiers n'est plus à démontrer. Elle s'est même confirmée récemment au plus haut sommet de l'État dans la bouche de celui qui s'était présenté à nous comme le pourfendeur de la finance. Mais ce

revirement n'en est pas vraiment un. Dès 1985, le premier magistrat du pays a collaboré, avec quatre de ses « camarades » à l'écriture d'un ouvrage, « la gauche bouge », où déjà il affirmait son penchant libéral. En tout cas, la déception et la colère sont aussi profondes que l'espérance qu'avait pu faire naître chez certains d'entre nous le célèbre discours du Bourget. Il devient urgent de prendre conscience de notre force collective et de la mettre en action pour renverser la vapeur, en commençant pourquoi pas par la DGFIP.

Au niveau local, nous pouvons constater les méfaits de cette caste, qui ne cesse de nous dire qu' « il faut faire des économies car c'est la crise... » ;

Ainsi :

- les agents subissent un gel de leur rémunération depuis plusieurs années ;
- les majorations de note ne sont pas utilisées, afin de réaliser des économies de bout de chandèle... sur le dos des agents ! ;
- les inspecteurs sont les grands oubliés de l'harmonisation promise lors de la fusion ;
- les inspecteurs divisionnaires nouvellement « promus » ne trouvent aucun poste. Pire, ils ont désormais 5 ans pour essayer d'en trouver un et toucher ENFIN leur dû en matière de rémunération suite à promotion.

Pourtant, dans le même temps, nous constatons :

- qu'il n'y a aucun problème pour les AFiP, puisque l'on va même jusqu'à créer des postes (dont 1 dans le Val-de-Marne) ;
- que l'on complète ainsi l'armée mexicaine de la DGFIP, déjà surabondante ;
- que des primes sont distribuées à profusion à l'encadrement supérieur ;
- que les Inspecteurs divisionnaires sont mis à l'index, les postes comptables ne leur étant plus ouverts de fait (postes pris par les IP), tout comme les différentes primes (PALP) : il est vrai que « Charité bien ordonnée commence par soi même » !